



À Gaza, l'horreur sans fin : cinq journalistes délibérément tués par l'armée israélienne

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO sont horrifiés et dénoncent l'assassinat ciblé et revendiqué par l'armée israélienne du journaliste d'al Jazeera Anas al-Sharif, qualifié de « terroriste », et de ses collègues Mohammed Qreiqeh, Ibrahim Zaher, Mohammed Noufal et Moamen Aliwa.

La tente sous laquelle ils s'abritaient, devant l'hôpital al-Chifa à Gaza-ville, a été délibérément visée, l'armée israélienne accusant al-Sharif d'être « le chef d'une cellule terroriste au sein de l'organisation terroriste Hamas (...) responsable de la préparation d'attaques de roquettes », qui « se faisait passer pour un journaliste ».

Ce type d'accusation est courant de la part de l'armée israélienne, à l'encontre de journalistes qui rendent compte au quotidien du massacre de la population gazaouie. Nos cinq confrères viennent malheureusement grossir la macabre liste d'au moins 180 journalistes et professionnels des médias tués à Gaza depuis le 7 octobre 2023, établie par la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS).

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO appuient la condamnation de ce crime de guerre par la FIJ et sa demande de lancer immédiatement une enquête sur la mort de toutes ces consœurs et de tous ces confrères.

De nombreux faits et témoignages attestent que des journalistes palestiniens sont délibérément visés par l'armée israélienne, lors de tirs par balles ou attaques de drones, au point que ces derniers considèrent que loin de les protéger, leurs gilets estampillés « press » les désignent comme des cibles.

Alors qu'elles s'apprêtent à franchir une nouvelle étape dans l'escalade de l'horreur avec l'occupation militaire du territoire de Gaza et le déplacement forcé de sa population, les forces armées israéliennes ont manifestement décidé de se débarrasser des derniers témoins gênants qui survivent sur place.

La France et l'ensemble de la communauté internationale doivent tout mettre en œuvre pour protéger les journalistes qui, au péril de leur vie, tentent d'informer depuis Gaza.

Elles doivent également exiger qu'Israël laisse entrer la presse internationale à Gaza, pour la laisser exercer librement son rôle de témoin et de vigie.

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes et le SGJ-FO ne se font, en effet, aucune illusion sur l'annonce, dimanche, de Benjamin Netanyahu. Ce dernier assure avoir ordonné à l'armée d'autoriser davantage de journalistes à travailler sous son contrôle dans la bande de Gaza. D'une part, aucun changement n'est constaté sur le terrain ; d'autre part, la conception de la liberté de la presse du Premier ministre israélien laisse déjà entendre ce que serait le travail « sous contrôle » de ces journalistes.

Paris, le 11 août 2025